

Communauté  
de Communes



Territoire de  
Beaurepaire

## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### *Relevé de conclusions*

LUNDI 21 OCTOBRE 2013 A **20H00**

*Salle du conseil municipal – Commune de Beaurepaire*

## **RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR**

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
  - 1 – Budget général – décisions modificatives n°2
  - 2 – Budget annexe de la redevance incitative – décisions modificatives n°1
  - 3 – Restaurant scolaire Monsteroux Milieu – bilan d'opération
  - 4 – Ecofinances
  - 5 – Admission en état de non valeur
- ♦ **ACTIVITES ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY
  - 6 – Zac de Champlard – définition du périmètre
  - 7 – SPL Isère aménagement – rapport d'activités
  - 8 – Crématorium – bilan d'activité
  - 9 – Auberge de Pisieu
  - 10 – Balcon des Alpes – liquidation judiciaire
- ♦ **ENVIRONNEMENT** – Rapporteur : Claude NICAISE
  - 11 – Redevance incitative – remboursement aux communes
  - 12 – Redevance incitative – modification du règlement de la facturation
- ♦ **MARCHES PUBLICS** – Rapporteur : Marie Claire BAULE
  - 13 – Marché de travaux de voirie 2013
- ♦ **CULTURE - PATRIMOINE** – Rapporteur : Sylvie DEZARNAUD
  - 14 – Convention avec la MC2
  - 15 – Appel à projets 2013
- ♦ **ENFANCE - JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
  - 16 – Convention réseau jeunesse Bièvre Valloire pour le BAFA
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
  - 17 – Augmentation du temps d'un titulaire d'enseignement musical
  - 18 – Création d'un poste d'adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe
  - 19 – Convention de mise à disposition du personnel communal de Beaurepaire au sein des accueils de loisirs
  - 20 – Convention « cours d'entretien de la mémoire »
  - 21 – Rapport d'activités de la Communauté de Communes
- ♦ **QUESTIONS ORALES**

Le maire de Beaurepaire accueille l'assemblée et donne la parole au président.

Le compte rendu de la réunion de juillet n'appelant aucunes remarques, il est proposé d'aborder l'ordre du jour.

# I – Finances

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

## • Décisions modificatives n°2 – budget général

Il est fait état des équilibres en fonctionnement et investissement selon les propositions suivantes.

### Fonctionnement

Article		Dépenses	Recettes
<b>Administration</b>			
020-6232	Fêtes et cérémonies	5 000 €	
020-6262	Frais de télécommunications	5 000 €	
020-6534	Cotisation sécurité sociale part. Pat. Elus	14 500 €	
020-6574	Subvention Apress	1 500 €	
020-74835	Etat compensation au titre des exonérations de TH		4 500 €
020-73925	Fonds de péréquation recettes fiscales	29 900 €	
020-7325	Fonds péréquation recettes fiscales		79 700 €
<b>Culture patrimoine</b>			
321-6288	Autres services extérieurs (100 ans du cinéma)	- 5 000 €	
321-6232	Fêtes et cérémonies (100 ans du cinéma)	5 000 €	
<b>Social</b>			
524-6574	Subvention Aspit emploi	500 €	
<b>Actions enfance</b>			
522-65544	Participation Vienne Agglo (gymnase des collèges)	400 €	
<b>Contrat enfance jeunesse</b>			
522-673	Titres annulés exercice antérieur (trop perçu CEJ 2011)	15 000 €	
522-7478	Participation caf		15 000 €
<b>La Tour de Buis Socodhes</b>			
95-752	Loyers		- 27 400 €
<b>TOTAL</b>		<b>71 800 €</b>	<b>71 800 €</b>

### Investissement

Article		Dépenses	Recettes
<b>Administration</b>			
01-020	Dépenses imprévues	25 600 €	
<b>Action enfance</b>			

522-2183	Acquisition de vidéo projecteurs interactifs	22 000 €	
01-10222	FC TVA		3 000 €
<b>Restaurant scolaire Monsteroux Milieu</b>			
95-27633	Créances du département	129 000 €	
95-27833	Créances du département		129 000 €
<b>La Tour de Buis Socodhes</b>			
01-024	Cession		444 600 €
<b>Za de Jarcieu</b>			
01-1641	Emprunts		- 400 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>176 600 €</b>	<b>176 600 €</b>

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- Budget annexe de la redevance incitative – décisions modificatives n°1**

Il est fait état de l'équilibre du budget annexe de la redevance incitative selon les modifications suivantes :

Fonctionnement

Article		Dépenses	Recettes
812-6541	Créances admises en non valeur	2 000 €	
812-6581	Rendu de bacs	500 €	
812-673	Titres annulés sur exercice 2011	1 000 €	
812-7478	Subvention ADEME		3 500 €
<b>TOTAL</b>		<b>3 500 €</b>	<b>3 500 €</b>

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- Restaurant scolaire de Monsteroux Milieu – bilan d'opération**

Il est rappelé que par délibération du 20 décembre 2010, le Conseil communautaire a validé l'opération sous mandat pour la construction d'un restaurant scolaire à Monsteroux Milieu.

Les travaux étant désormais terminés, il est demandé à l'assemblée de valider le bilan financier de cette opération pour un montant de travaux arrêté à 352 890,18 € HT soit 421 451,64 € TTC et selon le détail suivant :

Désignation	Entreprise	Date	N° mandat	Montant TTC
<b>DEPENSES</b>				
Appel d'offre	Affiches de Grenoble	24/11/2011	1517	1 092,82 €
Maîtrise d'œuvre	Peyret	24/11/2011 – 12/04/2012-13/12/2012 – 04/06/2013	1518-405-1662-646	24 518,01 €
Maîtrise d'œuvre	TECO	24/11/2011-12/04/2012-13/12/2012-04/06/2013	1519-408-1663-647	2 392,00 €
Maîtrise d'œuvre	Energies et fluides	24/11/2011-12/04/2012-13/12/2012-04/06/2013	1520-404-1661-644	8 730,80 €
Maîtrise d'œuvre	Cometh	24/11/2011-12/04/2012	1521-403	3 229,20 €

Etude de sols	EG Sol	24/11/2011	1522	1 770,08 €
Sondage	Caraz	01/12/2011	1562	272,69 €
Honoraires	SRC	12/04/2012-05/06/2012-07/06/2012-04/07/2012-22/08/2012-10/10/2012-16/11/2012	406-407-668-698-851-1077-1312-1506	2 212,60 €
Electricité	Poipy	14/05/2012-04/07/2012-07/08/2012-10/09/2012-02/10/2012-10/10/2012-16/11/2012	544-850-992-1124-1250-1309-1503	51 855,19 €
Gros œuvre	Normand	14/05/2012-07/06/2012-28/06/2012-07/08/2012-10/10/2012-06/11/2012	545-697-805-995-1311-1452	70 438,67 €
Branchement eau assainissement	Si Eau Dolon Varèze	14/05/2012-05/06/2012	546-667	1 207,50 €
Part. raccordement eau	Si Eau Dolon Varèze	05/06/2012	666	144,45 €
Part. raccordement assainissement	Si Eau Dolon Varèze	14/05/2012	547	3 000,00 €
Menuiserie Alu	Ducet	07/06/2012-04/07/2012-06/11/2012	694-695-847-848-1449-1450	36 788,96 €
Charpente	Les Charpentiers de Sonnay	07/06/2012-04/07/2012-04/06/2013	696-849-645	38 212,61 €
Gros œuvre	GMTP	28/06/2012-07/08/2012-10/10/2012-06/11/2012	804-991-1310-1451	28 429,26 €
Menuiserie	Proponnet	28/06/2012-02/10/2012-16/11/2012	806-807-1253-1254-1504-1505	8 300,24 €
Plâtrerie peinture	DIC	04/07/2012-07/08/2012-17/09/2012-02/10/2012-06/11/2012-06/12/2012	846-990-1151-1249-1448-1629	39 786,62 €
Carrelage	Carrot	07/08/2012-02/10/2012-23/01/2013	993-994-1251-1252-97-98	22 608,41 €
Honoraires	Veritas	06/11/2012-06/12/2012-22/01/2013-14/08/2013	1453-1632-65-1011	3 288,99 €
Plomberie – alimentation gaz	Minodier	06/12/2012-14/05/2013	1630-541-542	71 415,64 €
Raccordement téléphone	Orange	06/12/2012	1631	756,90 €
<b>SOLDE</b>				<b>421 451,64 €</b>

Désignation	Tiers	Date	N° titre	Montant
<b>RECETTES</b>				
1 <sup>er</sup> acompte	Mairie de Monsteroux Milieu	28/06/2012	543	94 430,55 €
2 <sup>ème</sup> acompte	Mairie de Monsteroux Milieu	17/01/2013	35	99 654,59 €
3 <sup>ème</sup> acompte	Mairie de Monsteroux Milieu	13/06/2013	388	34 398,51 €
4 <sup>ème</sup> acompte	Mairie de Monsteroux Milieu	18/09/2013	618	63 667,99 €
Subvention	Département			129 000,00 €
<b>Total</b>				<b>421 451,64 €</b>

Il est également précisé que cette opération a été portée par la Communauté de Communes mais qu'elle est financièrement neutre pour la collectivité.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Ecofinance**

Il est expliqué à l'assemblée que la société Ecofinance, accompagne depuis plus de 15 ans, les collectivités territoriales dans la mise en place d'une stratégie fiscale opérationnelle, en apportant des solutions d'optimisation de la fiscalité directe et indirecte et de diminution des coûts, notamment liés à la masse salariale.

Les solutions apportées peuvent revêtir des approches différentes telles que des diagnostics forfaitaires, formations, missions au résultat etc ...

Il est ainsi proposé pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire :

- des missions d'optimisation (analyse des charges sociales – gestion des fluides – exonérations et impositions à tort – gestion des droits des tiers – FCTVA – TVA)
- un diagnostic sur les marges de manœuvre possibles de la collectivité pour un montant forfaitaire de 11 000 € pour permettre à la collectivité de définir une stratégie en matière d'imposition ou charges.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Admission en état de non valeur**

Il est fait état de 46 factures de la redevance incitative impayées, représentant la valeur de 2 941,22 € dont :

- 9 factures de 2011 d'un montant de 712,03 €
- 25 factures de 2012 d'un montant de 1 783,71 €
- 12 factures de 2013 d'un montant de 445,48 €

Il est demandé de mandater en état de non valeur les impayés de 2013 pour un montant de 2 941,22 €,

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **II – Activités économiques**

RAPPORTEUR : Gérard BREDY

- **Zac de Champlard**

Par délibération du 21 mars 2011, le Conseil communautaire avait décidé de limiter la première phase de périmètre de la Zac de Champlard à environ 50 ha, considérant qu'il n'était pas utile de mobiliser l'ensemble de la zone AU du PLU de la commune de Beaurepaire (115 ha).

Fin 2012, le SCOT a été approuvé, lequel organise l'ouverture à l'urbanisation des zones à vocation purement économique en limitant le développement à 110 ha pour tout le Pays de Bièvre Valloire. Une entente doit ainsi intervenir entre les différentes collectivités afin de répartir cette surface entre les EPCI.

La Communauté de Communes, souhaitant faire avancer le dossier de la Zac de Champlard, part du principe qu'à minima chaque collectivité aurait ¼ de la surface. Il est proposé de déterminer un périmètre pour la Zac de 23,50 ha, tenant ainsi compte des préconisations du SCOT mais également des contraintes environnementales (busard cendré) imposant des mesures compensatoires.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### • **SPL Isère aménagement – rapport d’activités**

En vertu de l’article L 1524-5 du Code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités doivent se prononcer une fois par an sur le rapport qui leur est soumis par leur représentant au conseil d’administration.

En tant qu’actionnaire de la SPL Isère aménagement, la Communauté de Communes doit acter du rapport d’activité 2012 du conseil d’administration de la SPL.

Résumé des grandes lignes du rapport :

- 23 collectivités actionnaires de la SPL soit 3 000 actions de 100 € l’une
- la Communauté de Communes détient 2% soit 60 actions
- 34 contrats en 2012 dont 9 études, 6 réalisations, 4 concessions et 15 prestations
- chiffre d’affaire de 3 350 000 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### • **Crématorium**

Il est rappelé que la Communauté de Communes a délégué, dans le cadre d’une délégation de service public en date du 17 avril 2007, l’exploitation de son crématorium « les Charmilles ».

En vertu de l’article L 1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le délégataire doit produire chaque année à l’autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l’exécution de la délégation et une analyse de la qualité de service.

Il est donc fait état du rapport qui présente la situation du crématorium par rapport aux statistiques nationales et régionales et fait apparaître l’évolution des crémations.

Le rapport fait également apparaître un résultat négatif du bilan financier 2012 en raison de travaux d’aménagements réalisés par le délégataire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### • **Auberge de Pisieu – annulation de dette**

Il est rappelé que la Communauté de Communes loue, dans le cadre d’une location gérance, l’exploitation de l’Auberge de Pisieu.

Il est fait état des problèmes financiers rencontrés par l’exploitant et d’arriérés d’un montant de 5 434,15 €.

Il est proposé que la Communauté de Communes devienne propriétaire du matériel investi par le gérant équivalent au montant de la dette afin d’éponger cette dernière. Il est également proposé de diminuer le montant des loyers avec un contrôle trimestriel de l’activité.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (2 ABSTENTIONS)

### • **Balcon des Alpes**

L’assemblée est informée, que malgré plusieurs aménagements de loyers, la SARL VOSGISERE exploitant le Balcon des Alpes à Moissieu sur Dolon, a été mise en liquidation judiciaire par jugement du tribunal de commerce en date du 17 septembre dernier.

Les loyers demeurant impayés seront déclarés auprès du mandataire judiciaire.

INFORMATION

### III – Environnement

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

- **Redevance incitative – remboursement aux communes**

Lors de la mise en place de la redevance incitative, il avait été décidé de rembourser aux communes les frais liés aux dépenses de fonctionnement réalisées par elles en lieu et place de la Communauté de Communes, tel que le ramassage des dépôts sauvages.

La somme à répartir s'élève à 21 912 €. Il est proposé une répartition en fonction de la population suivant le tableau ci-après :

Communes	Dépenses remboursées
Beaurepaire	6 819,00 €
Bellegarde Poussieu	1 375,00 €
Chalon	243,00 €
Cour et Buis	1 264,00 €
Jarcieu	1 489,00 €
Moissieu sur Dolon	1 024,00 €
Monteroux Milieu	1 101,00 €
Montseveroux	1 301,00 €
Pact	1 213,00 €
Pisieu	781,00 €
Pommier de Beaurepaire	1 036,00 €
Primarette	1 064,00 €
Revel Tourdan	1 486,00 €
Saint Barthélémy	1 494,00 €
Saint Julien de l'Hermis	222,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>21 912,00 €</b>

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Redevance incitative – modification du règlement**

Il est rappelé que lors de la mise en place de la redevance incitative, le Conseil communautaire a, par délibération du 28 juin 2010, validé le règlement de la redevance incitative et de sa facturation, lequel fixe les conditions de la facturation de la redevance incitative pour l'enlèvement des ordures ménagères et des accès aux déchetteries.

Il est nécessaire de modifier ce règlement afin d'y intégrer les diverses modalités de tarification pratiquées pour les professionnels à savoir :

- pour les professionnels souhaitant une dotation globale d'un bac + badge d'accès à la déchetterie (payable au 1er passage), l'abonnement normal leur sera facturé
- pour les professionnels ne souhaitant pas de dotation en bac, un abonnement leur sera facturé pour un bac de 80 L leur donnant accès au tri sélectif et aux déchetteries pour leur activité
- possibilité, sur présentation de document justifiant l'évacuation des déchets pour tout autre moyen légal, que le professionnel ne participe pas à la redevance incitative.
- 

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE



\*       \*

\*

L'assemblée est informée, que suite au courrier adressé au SICTOM dans lequel la Communauté de Communes sollicitait l'intervention d'un audit, une réponse est arrivée ce jour :

*« [...] Devant les arguments soulevés par vos représentants, le fait que l'audit pourrait ne rien coûter à notre collectivité, il a été accepté le principe de faire réaliser cet audit courant 2014.*

*Dans un premier temps, le Bureau du Sictom devra définir les grandes lignes de l'expertise en établissant un cahier des charges le plus précis possible. Ce travail pourra se faire au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Le nouveau comité syndical mis en place courant juin, pourra alors lancer la consultation, choisir le bureau d'expertise et lancer l'expertise en fin d'année.*

*Enfin, sachez que la commission des finances va se réunir prochainement, afin de travailler sur les tarifs 2014. Outre l'intégration de l'amortissement de la nouvelle UTVDM, de l'augmentation de la TVA, de la TGAP, de la baisse des tonnages enregistrée, je proposerai d'y intégrer divers scénarios présentés dans l'étude du cabinet Leduc en octobre 2012 [...] ».*

INFORMATION

\*       \*

\*

## **IV – Marchés publics**

RAPPORTEUR : Marie Claire BAULE

- **Marché de travaux de voirie 2013**

L'assemblée est informée que la commission des marchés s'est réunie le 14 octobre courant afin de choisir l'entreprise adjudicataire des travaux.

Ces travaux de voirie concernent trois communes : Bellegarde Poussieu, Moissieu sur Dolon et Pommier de Beaurepaire.

Après négociation, l'entreprise la moins disante est  
- Eiffage TP : 109 883,76 € HT

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **V – Culture - patrimoine**

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

- **Convention MC2**

La Communauté de Communes a adhéré à la MC2 (maison de la culture à Grenoble) pour la saison 2012-2013 pour un montant de 120 €.

Cette adhésion permet pour les collectivités membres de bénéficier d'une réduction de 50 % sur le transport organisé alors par une association (sous condition de 25 personnes minimum). Les communes bénéficient également d'un tarif préférentiel pour les représentations. De plus, les habitants du territoire peuvent avoir accès à ces tarifs en s'inscrivant auprès de la Communauté de Communes.

Il est proposé de reconduire cette adhésion pour la saison culturelle 2013-2014 pour un montant de 120 €.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## • Appel à projets 2013

La Communauté de Communes, à travers sa commission culture et patrimoine, a lancé un appel à projets sur la thématique « culture intercommunale », « patrimoine », ou « autour du livre » pour soutenir les projets intercommunaux qui réunissaient les critères suivants :

- au moins deux associations doivent se mobiliser autour du projet
- le siège social des associations doit être établi sur le territoire de la Communauté de Communes
- le projet doit avoir un rayonnement intercommunal
- l'aide ne peut excéder 30 % du budget prévisionnel
- le logo de la Communauté de Communes doit figurer sur tous les supports de communication ainsi que les associations partenaires

Par délibération du 3 juin 2013, le conseil communautaire avait validé et retenu 4 projets :

- Festival « le cour'bui'son » à Cour et buis : 2 385 €
- « carnet de voyage » à Beaurepaire : 400 €
- « ciné BD » à Beaurepaire : 531 €
- « découvertes médiévales » à Montseveroux : 2 960 €

Un projet supplémentaire a été retenu par délibération du 29 juillet 2013 :

- festival jeune public « l'enfant phare » : 2 500 €

Comme il restait la somme de 1 224 € sur le budget initial de 10 000 €, la commission culture-patrimoine a lancé un nouvel appel à projet.

Après étude de deux dossiers, la commission propose de retenir l'association « l'éphémère » pour une aide de 1 224 €.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## VI – Enfance - jeunesse

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

### • Convention réseau jeunesse Bièvre Valloire pour le BAFA

La Communauté de Communes participe au développement de l'offre d'encadrant diplômés en BAFA/BAFD via un appui financier des stages.

Compte-tenu des besoins en animateurs formés et ayant obtenus le BAFA, la Communauté de Communes, en partenariat avec la Communauté de Communes du Pays Bièvre Liers, la Communauté de Communes Bièvre Chambaran et la Communauté de Communes de Bièvre Est, souhaite organiser un stage d'approfondissement sur la thématique « animer les enfants de 7 à 12 ans ».

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## VII – Administration générale

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

### • Augmentation du temps d'un titulaire d'enseignement artistique

L'assemblée est informée de l'augmentation constante du nombre d'inscriptions à l'école de musique.

L'enseignement de la trompette/cornet intéresse de plus en plus d'élèves et le professeur en place effectue des heures complémentaires afin de satisfaire à la demande.

Il est proposé d'augmenter le temps de titularisation de l'assistant d'enseignement artistique – spécialité trompette/cornet de 2h45 supplémentaire soit pour un total d'heures de 8h00.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Création de poste : adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Suite à la réussite de l'examen professionnel d'un agent, il est proposé de créer un emploi d'adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet (15h00 hebdomadaires) à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention de mise à disposition du personnel communal de Beaurepaire au sein des accueils de loisirs**

Depuis l'ouverture du pôle petite enfance intercommunal, la garderie intercommunale a arrêté son activité.

Néanmoins des agents de la commune de Beaurepaire étaient mis à disposition de la Communauté de Communes pour ces activités. Depuis plusieurs années, la commune de Beaurepaire a anticipé la fermeture de ces structures, en confiant les interventions de l'été à des agents contractuels.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009, ces agents interviennent au sein des accueils de loisirs maternels du centre social de l'île du Battoir.

Il est proposé de reconduire cette action pour la période scolaire 2013-2014.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Rapport d'activités de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire**

En vertu de l'article L 5211-39 du code général des collectivités territoriales, un rapport d'activités de l'établissement public de coopération intercommunale doit être adressé à chaque mairie des communes membres. Ce rapport doit faire l'objet d'une présentation par le maire en séance publique, au cours de laquelle, les délégués communautaires sont entendus.

Il est fait état du rapport, lequel retrace ainsi l'ensemble du travail effectué par les agents et les projets réalisés par la Communauté de Communes.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention « cours d'entretien de la mémoire »**

Le centre social de l'île du Battoir organise des sessions d'entretien de la mémoire auprès des personnes âgées du territoire de la Communauté de Communes. Dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes rembourse à cette association les charges financières relatives aux heures de l'animatrice en place.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

\* \*  
\*